MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

(CCAP n° DGTM-SIT-DMOA-KExtEnv-NPL)

Acheteur
Services de l'État en Guyane / Direction générale des territoires et de la mer

Représentant de l'acheteur (RA)
Le chef du service infrastructures et transports

Conducteur d'opération
Direction générale des territoires et de la mer / Service infrastructures et transports / Unité RN1-pont du Larivot

Objet du marché
Nouveau pont du Larivot en Guyane et ses raccordements **Mission de contrôle extérieur en matière d'environnement pour les travaux**

Le présent CCAP comporte 18 pages.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

Pages

Article 1. OBJET ET NORMES – DISPOSITIONS GÉNÉRALES....4
1.1 Objet du marché et normes....4
1.2 Intervenants et forme des notifications....4
1.2.1 Désignation de sous-traitants en cours de marché....4
1.2.2 Maîtrise d'œuvre....4
1.2.3 Suivi des engagements de l'État et pilotage des études environnementales....5
1.2.4 Études environnementales....5
1.2.5 Entreprises de travaux....5
1.2.6 Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs (SPS)....5
1.2.7 Ordonnancement, pilotage et coordination....5
1.2.8 Autres intervenants....6
1.2.9 Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché....6
1.2.10 Formes des notifications....6
1.3 Point de départ du délai d'exécution....7
1.4 Passation des commandes....7
1.5 Décomposition en tranches, en lots et en parties techniques....7
1.6 Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel…7
1.6.1 Obligation de confidentialité....7
1.6.2 Sites sensibles....7
1.6.3 RGPD (règlement général sur la protection des données)....7
1.7 Dispositions générales....8
1.7.1 Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail....8
1.7.2 Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés....8
1.7.3 Assurances....10
1.7.4 Désignation de sous-traitants en cours de marché....10
1.7.5 Réalisation de prestations similaires....10
1.7.6 Clauses sociales et environnementales....10
1.8 Ordres de service....10
Article 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ....10
2.1 Pièces particulières....11
2.2 Pièces générales....11
Article 3. PRIX – VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES....11
3.1 Tranche(s) optionnelle(s)....11
3.2 Contenu des prix – Règlement des comptes....11
3.2.1 Contenu des prix....11
3.2.2 Forme des prix....11
3.2.3 Modalités de règlement des comptes....11
3.2.4 Modalités de transmission et de paiement....11

3.3 Variation dans les prix....12
3.3.1 Modalités de variation des prix....12
3.3.2 Mois d'établissement des prix du marché....12
3.3.3 Choix des index de référence....12
3.3.4 Modalités de révision des prix....13
3.3.5 Application de la taxe à la valeur ajoutée....13
3.3.6 TVA en Guyane....13
3.3.7 Octroi de mer en Guyane....13
3.4 Paiement direct des sous-traitants....14
Article 4. DÉLAIS D'EXÉCUTION – PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES....14
4.1 Délai d'exécution....14
4.2 Pénalités pour retard d'exécution....14
4.3 Pénalités et retenues autres que retard d'exécution....14
4.3.1 Pénalité relative aux obligations en matière de sécurité des travailleurs....14
4.3.2 Pénalités pour non-respect des clauses de confidentialité....14
4.3.3 Pénalité pour non-respect de la réglementation RGPD et devoir d'alerte....14
4.3.4 Autres pénalités diverses....14
Article 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ....15
5.1 Retenue de garantie....15
5.2 Avances....15
Article 6. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE....15
Article 7. EXÉCUTION DU MARCHÉ....15
7.1 Conditions d'exécution....15
7.1.1 Modalités particulières de réalisation des prestations....15
7.1.2 Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire....16
7.1.3 Mise à disposition de matériels par l'acheteur....16
7.2 Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité....16
Article 8. ADMISSIONS ET GARANTIES....16
8.1 Admission....16
8.1.1 Remise des documents....16
8.1.2 Délais d'admission des prestations....16
8.1.3 Réfaction....17
8.1.4 Ajournement....17
8.1.5 Rejet....17
8.2 Garantie des prestations....17
Article 9. ARRÊT DES PRESTATIONS – RÉSILIATION....17
9.1 Arrêt des prestations....17
9.2 Résiliation....17
Article 10. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION....18
Article 11. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX....18

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

Article 1. OBJET ET NORMES – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 Objet du marché et normes

Les prestations, objet du présent marché, concernent une mission de contrôle extérieur en matière d'environnement pour les travaux de construction du nouveau pont du Larivot et ses raccordements à la RN1 en Guyane.

Les résultats de ces prestations consistent dans la production par le titulaire des principaux éléments suivants :

- notes, avis, comptes rendus, rapports, etc. ;
- documents de reporting.

Ces résultats seront utilisés par l'acheteur principalement ainsi que décrit ci-après :

- contrôler la conformité des documents et des travaux des entreprises en matière d'environnement ;
- intervenir et faire prendre les dispositions nécessaires en cas de pollution accidentelle.

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : Guyane française, communes de Macouria et de Matoury.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

1.2 Intervenants et forme des notifications

1.2.1 Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R. 2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1.7.3 ci-après.

1.2.2 Maîtrise d'œuvre

Le maître d'œuvre est Egis structures et environnement.

Il est chargé d'une mission comprenant :

- assistance au maître de l'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT) ;
- examen de la conformité au projet et le visa des études d'exécution réalisées par les entrepreneurs (VISA) ;
- direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) ;

- assistance au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement (AOR) ;
- ordonnancement, le pilotage et la coordination des travaux (OPC) ;
- MC1 : finalisation du projet, comprenant l'appropriation, l'évaluation et l'optimisation des études antérieures ;
- MC2 : maquette numérique collaborative (de type BIM) ;
- MC3 : géotechnique ;
- MC4 : assistance au maître d'ouvrage pour les sujétions relatives aux déplacements des réseaux divers ;
- MC5 : établissement du schéma directeur de la qualité ;
- MC6 : assistance au maître d'ouvrage pour la communication autour de l'opération ;
- MC7 : assistance au maître d'ouvrage pour la mise en œuvre du contrôle extérieur ;
- MC8 : VISA avec contrôle renforcé ;
- MC9 : assistance au maître d'ouvrage pour la réalisation des dossiers et visites liés aux inspections préalables à la mise en service (IPMS).

1.2.3 Suivi des engagements de l'État et pilotage des études environnementales

Un assistant à maîtrise d'ouvrage est chargé de la mise en œuvre et du suivi des engagements de l'État et du pilotage des études environnementales postérieures aux arrêtés d'autorisation du projet.

Il s'agit d'Egis structures et environnement / environnement.

1.2.4 Études environnementales

Des bureaux d'études sont chargés de la réalisation des études environnementales postérieures aux arrêtés d'autorisation du projet.

Ces études sont réparties en 3 lots. Le titulaire des 3 lots est le Gepog (mandataire).

Désignation des lots	
Lot 1	Eau, mangroves, sédiments, diatomées, invertébrés, ichtyofaune
Lot 2	Mammifères marins et tortues marines
Lot 3	Faune terrestre et volante

1.2.5 Entreprises de travaux

Plusieurs marchés de travaux concourent à la réalisation des travaux.

Les CCTP intègrent des notices de respect de l'environnement qui leur sont applicables.

Les marchés de travaux sont les suivants :

- marché 2 – nouveau pont et remblais d'accès : titulaire Dodin Campenon Bernard (mandataire) ;
- marché 3 – raccordement en rive droite (Matoury), chaussées, équipements hors ouvrage ;
- aménagement paysager et renaturation.

1.2.6 Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs (SPS)

La mission de coordination en matière de SPS en phase de réalisation est assurée par Apave.

1.2.7 Ordonnancement, pilotage et coordination

Réalisé par le maître d'œuvre

1.2.8 Autres intervenants

Les autres intervenants sont notamment :

- le Cerema, AMO technique,
- des bureaux d'études en charge du contrôle extérieur des travaux :
  - Sattas, en matière de topographie et bathymétrie ;
  - Egis structures et environnement / géotechnique, en matière de terrassements, sondages géotechniques, chaussées, génie civil ;
- les services instructeurs ;
- les concessionnaires de réseaux.

1.2.9 Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter le représentant de l'acheteur auprès du titulaire :

1. Le chef de service ou son adjoint pour assumer les fonctions suivantes :

a) Réception des communications du titulaire avec l'acheteur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications de l'acheteur faisant courir un délai (article 3.1 du CCAG) ;

b) Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG) ;

c) Signature et notification, en tant que représentant de l'acheteur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 29 du CCAG).

2. Le responsable d'opération pour assumer les fonctions suivantes :

a) Réception de la demande de paiement (article 11.5 du CCAG) ;

b) Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG) ;

c) Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;

d) Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;

e) Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (article 28 du CCAG) ;

f) Signature des ordres de service.

1.2.10 Formes des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, les adresses postale et électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réel.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, l'acheteur procédera à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire).

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire

Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui leur a été adressé, mentionnées sur le récépissé généré par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire ne mentionne pas de délai, celui-ci commence à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire dans PLACE.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via PLACE par l'acheteur, celui-ci veillera à utiliser la modalité technique d'envoi qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par l'acheteur

1.3 Point de départ du délai d'exécution

Les stipulations du CCAG sont applicables.

1.4 Passation des commandes

Sans objet

1.5 Décomposition en tranches, en lots et en parties techniques

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ni en parties techniques.

Les prestations ne sont pas réparties en lots.

1.6 Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

1.6.1 Obligation de confidentialité

En application de l'article 5.1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4.3 du CCAP.

1.6.2 Sites sensibles

Sans objet

1.6.3 RGPD (règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5.2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4.3.3 du présent CCAP.

1.7 Dispositions générales

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D. 8222-5 ou D. 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : https://www.e-attestations.com.

1.7.1 Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du représentant de l'acheteur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail.

Il devra, sur demande du représentant de l'acheteur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 44.1 du CCAG.

En application de l'article D. 8222-5 du code du travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D. 8254-2 à 5 du code du travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D. 8254-2 à 5 du code du travail.

1.7.2 Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1.7.2.1 Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D. 8222-7 et 8 du code du travail, le titulaire s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D. 8254-2 à 5 du code du travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D. 8254-2 à 5 du code du travail.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

> « J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché n° …… du …… ayant pour objet ……
>
> Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 3.4 du présent CCAP.
>
> Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. »

En application de l'article L. 1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit à l'acheteur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1.7.2.2 Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L. 1262-1-1et R. 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre à l'acheteur les documents suivants :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
  - les salariés détachés par ses soins ;
  - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance ;
  - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang ;
- une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, l'acheteur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 39 du CCAG.

1.7.3 Assurances

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution. Leurs polices doivent apporter des garanties suffisantes en fonction de l'objet et des caractéristiques du marché.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9.2 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations à l'acheteur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande de l'acheteur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

1.7.4 Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R. 2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1.7.3. ci-dessus.

1.7.5 Réalisation de prestations similaires

L'acheteur se réserve la possibilité de confier à chaque titulaire la réalisation de prestations similaires à celles de leur marché, après passation d'un ou de plusieurs marchés négociés en application de l'article R. 2122-7 du CCP.

1.7.6 Clauses sociales et environnementales

1.7.6.1 Clauses sociales

Sans objet

1.7.6.2 Clauses environnementales

Conformément à l'article 16.2 du CCAG, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

Ces prescriptions sont les suivantes : le titulaire doit respecter les mesures et prescriptions applicables au présent marché prévues dans l'arrêté préfectoral n° R03-2021-09-14-00012 du 14 septembre 2021 portant autorisation environnementale au titre des articles L. 214-1 et suivants, L. 411-1 et L. 411-2 et suivants du code de l'environnement concernant le projet du nouveau pont du Larivot, sur les communes de Matoury et Macouria, publié au recueil des actes administratifs n° R03-2021-255 du 30 septembre 2021.

1.8 Ordres de service

L'ordre de service est la décision de l'acheteur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Les ordres de service sont notifiés par le représentant de l'acheteur, désigné lors de la notification du marché au titulaire, dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG.

Article 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes. En cas de contradiction entre leurs stipulations, elles prévalent selon l'ordre de priorité des pièces.

2.1 Pièces particulières

- l'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**)
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

2.2 Pièces générales

- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106874A)

Article 3. PRIX – VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES

3.1 Tranche(s) optionnelle(s)

Sans objet

3.2 Contenu des prix – Règlement des comptes

3.2.1 Contenu des prix

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

3.2.2 Forme des prix

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par un prix global forfaitaire.

3.2.3 Modalités de règlement des comptes

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG. La périodicité des règlements sera trimestrielle. Toutefois, si le titulaire en fait la demande elle pourra être mensuelle.

Toutefois ces prestations pourront être réglées partiellement sur la demande du titulaire. Dans ce cas, la demande d'acompte établie par le titulaire indique le pourcentage d'avancement de sa mission. Elle est accompagnée du compte rendu d'avancement permettant d'établir le constat en vue du paiement. Ce pourcentage, après accord du représentant de l'acheteur, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

3.2.4 Modalités de transmission et de paiement

3.2.4.1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L. 2192-1 à L. 2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

https://chorus-pro.gouv.fr

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, outre les autres mentions prévues à l'article D. 2192-2 du CCP, les informations suivantes :

- le numéro de marché qui est également numéro d'engagement juridique (EJ) qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ;
- le numéro de SIRET de l'État ;
- le code du service exécutant de la dépense qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ;
- le RIB.

Les modalités détaillées de transmission des pièces de paiement dans Chorus pro seront précisées au démarrage du marché par l'acheteur.

3.2.4.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L. 2192-12 à L. 2192-14 et R. 2192-31 à R. 2192-34 et R. 2192-36 du CCP au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

3.3 Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

La variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues ou primes.

3.3.1 Modalités de variation des prix

Les prix sont révisables par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3.3.3 et 3.3.4.

3.3.2 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement.

Ce mois est appelé « mois zéro » (m_0).

3.3.3 Choix des index de référence

L'index de référence ***I*** choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet de l'ensemble des lots est : **ING** | Ingénierie.

Il est publié sur le site Internet de l'Insee.

3.3.4 Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n est donné par la formule :

$$C_n = 0{,}10 + 0{,}90 \times (I_{n-3} / I_{o-3})$$

avec : I_{o-3} = Valeur de l'index de référence **I** prise au mois d'établissement des prix moins 3 mois ;

I_{n-3} = Valeur de l'index de référence **I** prise au mois de réalisation des prestations moins 3 mois.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application des articles R. 2191-27 à R. 2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

3.3.5 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard ont pour objet de réparer un préjudice subi par l'acheteur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du code général des impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par l'acheteur. L'acheteur règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

3.3.6 TVA en Guyane

Conformément à l'article 294 du code général des impôts, la taxe sur la valeur ajoutée n'est pas applicable en Guyane. Par ailleurs, le département étant considéré comme territoire d'exportation, la TVA n'est perçue ni à l'intérieur de la Guyane, ni à l'importation en Guyane. Il est donc pris un taux de TVA de **0 %**.

3.3.7 Octroi de mer en Guyane

L'octroi de mer est une imposition spécifique dans les départements d'outre-mer de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique, de Mayotte et de La Réunion : les opérations soumises à l'octroi de mer sont les importations de biens et les livraisons de biens, faites à titre onéreux, par des personnes qui y exercent des activités de production.

L'octroi de mer externe (OME) et l'octroi de mer externe régional (OMER) représentent une imposition spécifique sur les produits arrivant sur le territoire. La fixation des taux relève de la collectivité régionale.

En Guyane, une délibération de la Collectivité territoriale de Guyane (CTG) fixe les tarifs d'octroi de mer externe et interne applicables aux produits en fonction de leur codification douanière.

Les taux d'octroi de mer applicables en Guyane (tarif général d'octroi de mer) ainsi que les exonérations sont consultables sur le site Internet de la CTG : https://www.ctguyane.fr/deliberations-tarifs-loctroi-mer/

L'octroi de mer est compris dans les prix du titulaire.

3.4 Paiement direct des sous-traitants

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R. 2193-10 à R. 2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :

- dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir à l'acheteur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

Article 4. DÉLAIS D'EXÉCUTION – PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES

4.1 Délai d'exécution

Les stipulations concernant les délais d'exécution et leurs points de départ figurent dans l'acte d'engagement et le cas échéant dans le CCTP.

4.2 Pénalités pour retard d'exécution

Le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché.

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues suite à procédure contradictoire conformément à l'article 14.1.1 du CCAG

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, la pénalité journalière est fixée à 500 €.

4.3 Pénalités et retenues autres que retard d'exécution

4.3.1 Pénalité relative aux obligations en matière de sécurité des travailleurs

En cas de non-respect des obligations en matière de sécurité des travailleurs le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500€

4.3.2 Pénalités pour non-respect des clauses de confidentialité

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1.6.1 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 €.

4.3.3 Pénalité pour non-respect de la réglementation RGPD et devoir d'alerte

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.6.3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 €.

4.3.4 Autres pénalités diverses

En cas de non-respect des prescriptions de l'arrêté d'autorisation environnementale, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 €.

Article 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

5.1 Retenue de garantie

Sans objet

5.2 Avances

Les avances sont régies par l'option A de l'article 11.1 du CCAG.

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L. 2191-2 et L. 2191-3 et R. 2191-3 à R. 2191-12 du CCP, à 20 % du montant initial TTC du marché si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à ce même pourcentage de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de l'avance est porté à 30 %.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3.2.4 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65 % du montant initial TTC du marché. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des **titulaires groupés conjoints**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L. 2191-2 et L. 2191-3 et R. 2191-3 à R. 2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter à l'acheteur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant, par dérogation à l'article 11.1 du CCAG, le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le représentant de l'acheteur. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

Article 6. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

Article 7. EXÉCUTION DU MARCHÉ

7.1 Conditions d'exécution

7.1.1 Modalités particulières de réalisation des prestations

Sans objet

7.1.2 Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel de l'acheteur. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable de l'acheteur.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

L'acheteur se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des espaces ou des locaux qui n'exigent pas son intervention.

Le titulaire met en place à ses frais l'ensemble des moyens nécessaires à la bonne exécution de ses prestations.

7.1.3 Mise à disposition de matériels par l'acheteur

Sans objet

7.2 Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité

Le titulaire se conformera aux dispositifs de sécurité mis en place sur le chantier par les entreprises de travaux et de manière générale s'assurera que ses interventions soient réalisées dans le respect des règles générales et particulières de sécurité. À ce titre, le titulaire participera notamment à toute rencontre ou visite sollicitée par le coordonnateur SPS.

Le titulaire qui, pour son intervention, a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.

Les dispositifs de sécurité mis en place par le titulaire pour son intervention personnelle (filet de protection, balisage, etc.) ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci.

Article 8. ADMISSIONS ET GARANTIES

8.1 Admission

Aucune stipulation particulière

8.1.1 Remise des documents

Les documents présentés par le titulaire sont remis au représentant de l'acheteur, sous forme dématérialisée dans un des formats suivants : pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, odc, odp, odt.

En complément un exemplaire sur support papier relié peut être demandé.

8.1.2 Délais d'admission des prestations

L'approbation consiste en l'acceptation par le représentant de l'acheteur des prestations conformes aux prescriptions du marché.

Les décisions relatives à cette admission doivent intervenir avant l'expiration du délai de deux mois.

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le représentant de l'acheteur de ces documents.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme admise avec effet à compter de l'expiration du délai (admission tacite).

8.1.3 Réfaction

Par dérogation à l'article 29.3 du CCAG la décision motivée d'admission avec réfaction est, sans autre formalité, notifiée au titulaire. Lorsque l'acheteur estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Le titulaire dispose d'un mois pour présenter ses observations ou adresser une lettre de réclamation au sens de l'article 43 du CCAG ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de l'acheteur. Si le titulaire formule des observations, l'acheteur dispose ensuite d'un mois pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. À défaut d'une telle notification dans ce délai, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

8.1.4 Ajournement

L'admission peut être assortie de conditions à prendre en compte par le titulaire dans un délai fixé par le représentant de l'acheteur et soumis aux dispositions de l'article 4.2 ci-dessus.

Par dérogation au 3e alinéa de l'article 29.2.1 du CCAG, le silence de l'acheteur ne vaut pas décision de rejet des prestations.

Suite à une décision d'ajournement, le représentant de l'acheteur dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

8.1.5 Rejet

Suite à une décision de rejet, le représentant de l'acheteur dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

8.2 Garantie des prestations

Par dérogation à l'article 30 du CCAG, les prestations ne font l'objet d'aucune garantie.

Article 9. ARRÊT DES PRESTATIONS – RÉSILIATION

9.1 Arrêt des prestations

Sans objet

9.2 Résiliation

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le représentant de l'acheteur des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

À défaut, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 39.1 h) du CCAG.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 39 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 39.2 du CCAG, la résiliation du marché par décision de l'acheteur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, l'acheteur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L. 2195-1 à L. 2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L. 2195-4 du CCP, l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39 du CCAG.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L. 8222-6 du code du travail l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L. 8221-3 à L. 8221-6 sur le travail dissimulé.

Article 10. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION

Sans objet

Article 11. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après.

CCAP 1.7.3	déroge à l'article	9.2 du CCAG
CCAP 2	déroge à l'article	4.1 du CCAG
CCAP 4.2	déroge à l'article	14.1.1 du CCAG
CCAP 5.2	déroge à l'article	11.1 du CCAG
CCAP 8.1.3	déroge à l'article	29.3 du CCAG
CCAP 8.1.4	déroge à l'article	29.2.1 du CCAG 3e alinéa
CCAP 8.2	déroge à l'article	30 du CCAG
CCAP 9.2	déroge à l'article	39.2 du CCAG